



François Hollande a choisi la guerre. Enfin, quand je dis que c'est son choix, c'est plutôt celui de la clique des militaires maliens qui, voulant « tirer les marrons du feu » de l'imbroglio politique que connaît le Mali depuis quasiment un an (17 janvier 2012) mais n'ayant pas les moyens de leurs ambitions (ni le courage qui va avec) ont su provoquer une intervention qui va peser lourd dans le bilan politico-diplomatique des socialistes français.

Il ne faisait de doute pour personne que notre armée était présente, avec ses meilleurs éléments, au Mali, via notamment le Commandement des opérations spéciales (COS) : environ 3.000 hommes (mais loin d'être tous opérateurs) engagés sur deux théâtres majeurs : l'Afghanistan et le Sahel. Avec des moyens aériens nettement améliorés et des équipements électroniques sophistiqués. Ainsi qu'un personnel qualifié qui s'est aguerri sur les terrains afghan et ivoirien. Mais le COS, c'est une logistique ; pas vraiment une force de frappe. Surtout face à un ennemi non identifié qui maîtrise parfaitement le terrain sur lequel il opère.

La résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée le jeudi 20 décembre 2012 (cf. LDD Mali 056/Vendredi 21 décembre 2012) instituait une Mission internationale de soutien sous conduite africaine (MISMA) à laquelle « les Etats membres [de l'ONU] et les organisations régionales et internationales » sont « engagées [...] à [lui] fournir un appui coordonné [...] notamment sous la forme de formations militaires, de fourniture de matériel, de renseignement, d'appui logistique et de tout type d'aide nécessaire pour réduire la menace posée par des organisations terroristes ». Une approche soft de la résolution de la crise au Nord dans la perspective de la résolution de la crise au Sud du Mali.

François Hollande a choisi la guerre. Brutalement. « Sans crier gare ». Annonçant de façon particulièrement solennelle, à l'Élysée, en cette fin d'après-midi du vendredi 11 janvier 2013, que des éléments militaires français étaient intervenus sur le terrain pour repousser l'offensive des « islamistes ». Toute la journée, Paris avait laissé planer le doute sur son intervention. J'y vais, j'y vais pas. Il s'agissait, dira un communiqué de l'Élysée, de répondre à la demande d'intervention militaire formulée par Bamako, « strictement dans le cadre de l'ONU ». Demande précipitée, justifiée, selon Dioncounda Traoré, le président de la République par intérim, par le

déboulé des « islamistes » à Kona, à 116 km à l'Ouest de Douentza, considérée comme le point de démarcation (sur le 15ème parallèle) entre le Nord-Mali et le Sud-Mali. La prise de Kona, sur la rive droite du fleuve Niger, ouvrirait aux « islamistes » la route de Sévaré, à 85 km au Sud, dernier verrou avant Mopti. Hollande a donc décidé « d'arrêter l'offensive des terroristes si elle devait se poursuivre ».

Ce ne sera pas difficile, compte tenu des moyens aériens, techniques et humains dont dispose le COS (et quelques commandos fournis par les Européens), d'empêcher l'avancée des colonnes « islamistes ». Il sera plus difficile de les empêcher de nuire là où elles se fixeront, en arrière de la « ligne de front » et, surtout, en avant, dans les capitales de la sous-région (y compris Bamako) où le « terrorisme » risque de sévir. Il sera surtout impossible de se désengager militairement d'un pays où, ni le gouvernement, ni l'armée ne maîtrisent quoi que ce soit. La Côte d'Ivoire en est la preuve : notre armée y est présente depuis plus de dix ans maintenant... !

J'ai raconté, voici un mois, l'analyse de la situation telle qu'elle m'avait été formulée, à Ouagadougou, par l'ambassadeur du Mali, Mamadou Traoré (cf. LDD Mali 054/Mercredi 12 décembre 2012). Il avait nécessairement une vision spécifique des événements du 22 mars 2012 (coup d'Etat contre Amadou Toumani Touré). Une armée sans moyens, rudement « meurtrie » par le massacre de ses hommes, « tirés comme des lapins » à Aguel'hoc, dans le Nord-Mali, avant même le déclenchement de la « rébellion touarègue ». Une armée qui, me dira Traoré, veut, désormais « se regarder dans un miroir » et n'hésitera pas à aller à l'affrontement avec les groupes qui occupent le Nord-Mali au risque de « dérapages ». « La politique, c'est l'expression d'un rapport de forces. J'aurais été le capitaine Sanogo, j'aurais aussitôt attaqué Gao », me confiera mon interlocuteur.

J'avais regagné Paris, le soir même, le lundi 10 décembre 2012, avec en tête que le capitaine Sanogo, auteur du coup d'Etat du 22 mars 2012, était amené à penser qu'il devrait aller seul reconquérir le Nord afin de reconstruire les institutions du Mali mises à mal par la classe politique du fait de ses connexions avec les « terroristes » et les mafieux. Il n'a pas fallu un mois pour que Sanogo aille provoquer les « islamistes » du côté de Douentza. Qui ont saisi l'occasion de mener un « rezzou » jusqu'à Kona, sur la rive droite du fleuve Niger.

Dans les années 1960, au temps des luttes contre le régime gaulliste (qui avait son armée privée : le SAC), il n'y avait pas un militant étudiant qui ne soit conscient qu'il était mortel de « répondre aux provocations policières ». Hollande devait être occupé à autre chose pendant ce temps là. En engageant la France dans une guerre qui « durera le temps nécessaire » (mais dont personne ne sait qui est l'ennemi), le président de la République française joue le jeu

politique de la junte militaire malienne et le jeu diplomatico-militaire des « terroristes ».

Paris, qui avait déjà mis le doigt dans l'engrenage, y a désormais mis le bras en entier. Officiellement. Sans doute sous la pression de quelques « conseillers ». A commencer par Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie, qui, aujourd'hui même, appelait « à la mobilisation urgente de la communauté internationale pour une intervention militaire ». La Francophonie, combien de divisions ?

Hollande, dans cette affaire, a reçu le soutien de l'ensemble de la classe politique française du centre droit jusqu'à l'extrême droite (même l'UMP a été capable de faire l'union de Copé et de Fillon sur ce sujet). Pour Sanogo, c'est « tout bénéf ». L'armée malienne revient sur le devant de la scène et peut réaffirmer ses ambitions exprimées voici près d'un an : reconquérir le Nord et le pouvoir au Sud. Dans le même temps, cette opération met à mal la médiation menée sous les auspices de la Cédéao ; elle vise à dialoguer avec la « rébellion touarègue » et, donc, du même coup, à envisager un « donnant-donnant » (normal quand le pouvoir en place à Bamako ne contrôle plus grand-chose), autrement dit une autonomisation (à défaut de l'indépendance revendiquée au départ) de l'Azawad. Mais pour Sanogo et les siens pas question de céder quoi que ce soit aux Touareg.

Arc-boutés sur une position offensive dont ils n'ont pas les moyens (ni l'ambition, les « va-t-en guerre » vont rentrer dans leur coquille : « ça tue dehors » comme on disait en Côte d'Ivoire en octobre 2000), les militaires maliens pensent pouvoir gagner la guerre en obligeant la France à s'engager sur le terrain. S'ils gagnent la guerre – ce qui est loin d'être acquis – ils auront perdu la paix. Celle qui aurait permis, dans le cadre d'une négociation, longue, difficile mais nécessaire (et Djibrill Y. Bassolé l'a dit aujourd'hui : « C'est comme ça aussi que la paix se construit ») de refonder la République du Mali sur des bases solides et durables qui prennent en compte la situation faite aux populations du Nord et celle qui prévaut au Sud. Dans cette affaire, les militaires maliens forcent la main à la France après avoir beuglé qu'ils ne veulent pas des troupes de la Cédéao au nom de la souveraineté du pays. Foutaise.

La Cédéao, qui n'avait pas envie d'y aller elle-même tout en proclamant qu'il fallait que quelqu'un y aille, perd là l'occasion de crédibiliser le discours de son président ivoirien. Et la France se trouve engagée, pour longtemps sans que l'on sache pour quoi faire, avec une flopée d'otages entre les mains des « terroristes » et un risque majeur d'attentats sur son territoire national. La « Françafrique » est morte depuis longtemps mais l'inconséquence géopolitique de nos dirigeants est encore vivante.

*Jean-Pierre BEJOT, La Dépêche Diplomatique*